

L'Eurocité basque dessinée par les jeunes

Depuis septembre et jusqu'en février 2015, des jeunes des deux côtés de la Bidassoa planchent sur "l'Eurocité basque de demain".

A l'initiative d'Eusko Ikaskuntza (Société d'études basques), le Forum des Jeunes, soutenu par le Fonds commun de l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi et l'Eurocité basque, encourage les échanges et les relations transfrontalières en donnant la parole à des jeunes, âgés de 18 à 33 ans, qui vivent sur le territoire de l'Eurocité basque.

Depuis septembre 2014, près d'une trentaine de jeunes des deux côtés de la frontière, étudiants, jeunes travailleurs, adultes ou parents, dialoguent et élaborent un discours commun sur "l'Eurocité du 21ème siècle" qu'ils désirent et qui doit les servir.

Grâce à la contribution d'un comité scientifique composé de professionnels de la recherche et d'experts sur les questions économiques et sociales, les jeunes ont sélectionné les thématiques qui les préoccupent : média, identité et citoyenneté, coopération dans le domaine éducatif et universitaire, emploi transfrontalier, coopération culturelle, plurilinguisme, infrastructures et transport. Les séances, organisées à Donostia-San Sebastián ou à Bayonne, permettent d'échanger les expériences entre les professionnels et les jeunes. Début 2015, ces derniers se réuniront pour élaborer collectivement leurs propositions pour "leur" Eurocité du 21ème siècle. [Plus d'infos](#)



Vers de nouveaux projets d'interclustering Aquitaine-Euskadi

La Chambre de Commerce transfrontalière du Pays Basque, BIHARTEAN et l'Institut de Compétitivité d'Euskadi, ORKESTRA, mènent depuis plus d'un an une démarche d'interclustering transfrontalier, reconnue comme projet d'intérêt eurorégional par le GECT Aquitaine-Euskadi*. L'objectif est d'identifier les voies de développement entre clusters de part et d'autre de la frontière, de structurer et pérenniser leur collaboration et de contribuer à la création d'un territoire économique transfrontalier eurorégional. Une enquête auprès des clusters des deux territoires a abouti à une convergence recherchée

sur 3 points : l'échange de bonnes pratiques sur le management des clusters, la collaboration en matière d'innovation et l'accès commun à de nouveaux marchés et clients. Une analyse des brevets déposés par les entreprises et centres technologiques du territoire a permis de dégager des thématiques convergentes. Sur la base de ce travail, une rencontre "Acte II de l'Interclustering", organisée le 25 novembre à Hendaye, a permis d'échanger sur :

- "géolocalisation et ses applications multisectorielles", faisant émerger des idées de collaboration sur le transport de déchets

- dangereux et la pratique de sports nautiques ;
- "process alimentation/produits", consacrée aux packaging et customisation de nouveaux produits adaptés par exemple à la santé et au 3^{ème} âge ;
- "nouveaux matériaux et nouveaux process d'industrialisation".

Les prochaines étapes concernent la création de groupes-pilotes de clusters/entreprises/territoires afin de formaliser les projets transfrontaliers.

* En partenariat également avec le Gouvernement basque et la Région Aquitaine.

[Plus d'infos](#)

ÉVÈNEMENTS

A noter :

Un colloque "Soins de santé transfrontaliers : quelles solutions?" a été organisé le 10 décembre 2014, à Paris, par Philip Cordery, député, président du groupe d'études de l'Assemblée nationale "Zones et travailleurs frontaliers", et la MOT. Il visait à faire dialoguer experts et élus autour des solutions à mettre en œuvre pour favoriser la coopération transfrontalière sanitaire et hospitalière. Plus d'infos dans la prochaine newsletter.

Autres événements :

Colloque "La coopération transfrontalière et médico-sociale : Etat des lieux - Enjeux et perspectives", le 11 décembre 2014 à Lille

2^{ème} colloque transfrontalier de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation de l'Arc jurassien franco-suisse, 12 décembre à Neuchâtel

Colloque sur les fondements d'une politique transfrontalière en matière de ressources humaines, le 16 décembre 2014 à Waregem, Belgique

Journée d'information URBACT, le 16 décembre 2014 à Paris

Plan stratégique du GECT de l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi, le 19 décembre 2014 à Hendaye

[Tous les événements](#)

Eurodistrict REGIO PAMINA : une journée sous le signe de l'emploi transfrontalier

Le marché du travail transfrontalier a été le leitmotiv de la manifestation organisée jeudi 27 novembre 2014 par l'Eurodistrict REGIO PAMINA et l'entreprise sociale Neue Arbeit à Lauterbourg. Environ 60 acteurs français et allemands issus du monde politique, de l'administration et de l'économie se sont retrouvés pour échanger autour de deux tables-rondes sur ce sujet.



La discussion du matin portait sur la clôture et le bilan du projet FSE transfrontalier PAMI45+NA (FSE Bade-Wurtemberg). Elle a souligné la dimension innovante du projet qui visait l'insertion professionnelle à une échelle transfrontalière des séniors (45+). Ce public cible a en effet tendance à être oublié face au problème massif du chômage des jeunes, alors qu'il constitue un pilier important pour un marché du travail équilibré.

Les discussions de l'après-midi ont été introduites avec une présentation de la situation de l'emploi sur les territoires du Rhin supérieur

et de l'Eurodistrict REGIO PAMINA. Le directeur de ce dernier, Patrice Harster, y a affirmé la nécessité d'une collaboration cohérente entre les différents niveaux territoriaux (Europe, Rhin supérieur, Eurodistricts). La table-ronde, représentant ces différents niveaux, a permis de discuter des obstacles et des perspectives pour un marché du travail transfrontalier. Un représentant des services de la Commission européenne, ainsi que Karl-Heinz Lambertz, président de l'ARFE et membre du Comité des Régions, ont pu s'y exprimer.

La coordination des activités

à l'échelle transfrontalière et l'emploi cohérent des fonds, notamment européens, sont ainsi apparus comme des enjeux majeurs pour renforcer la coopération.

L'Eurodistrict REGIO PAMINA a été confirmé dans ses travaux et encouragé à les poursuivre.

Pour conclure, Martine Calderoli-Lotz, vice-présidente du Conseil régional d'Alsace, a souligné le rôle prépondérant de l'échelle territoriale, à même de proposer des actions "sur mesure" et complémentaire du cadre régional.

[Plus d'infos](#)

Une année difficile pour le Grand Genève

L'année 2014 aura été une année difficile pour le "Grand Genève". Un sondage orchestré par le quotidien genevois, la Tribune de Genève, auprès de ses lecteurs, montre que ceux-ci restent "sceptiques face à la manière dont se développe la région". Mais ils se déclarent "favorables à la participation de Genève au financement d'infrastructures sur le sol français". Faisant écho aux deux inquiétantes votations suisses de cette année - le oui national à l'initiative "contre l'immigration de masse" prévoyant d'instaurer des contingents de frontaliers, puis le non du peuple genevois à une participation de 3 millions de francs suisses pour le financement de parking sur le sol

français - le président du Conseil d'Etat, François Longchamp, qui est également président du GLCT du Grand Genève, souligne dans ce même journal : "On doit maintenant réévaluer les priorités. [...] Le GLCT va se concentrer sur ce qui suscite le plus d'attente des citoyens : les transports et l'aménagement. [...] On doit être beaucoup plus lisible. Montrer ce qui se construit. [...] Une région qui a besoin de 100 000 personnes pour faire fonctionner son économie, ses services, etc. doit avoir conscience qu'elle a besoin de structures politiques pour se parler, d'infrastructures de transport pour se déplacer et bien sûr de stabilité économique."

Expérimentation en Alsace et Lorraine ?

"Lors d'un déplacement en Lorraine le 24 novembre, le président François Hollande a proposé une 'expérimentation' de l'écotaxe en Alsace et en Lorraine, deux régions favorables au dispositif abandonné au niveau national. 'Je sais ce que supportent ces deux régions avec le trafic poids lourds en provenance de l'étranger. Il y aura donc discussion [...]'. Une expérimentation peut être envisagée si les élus en décident et si elle est compatible avec nos engagements européens'. [...] L'expérimentation de l'écotaxe pourrait donc démarrer dans l'Est de la France, où elle est réclamée depuis longtemps. Confrontée à un surplus de trafic de transit sur



son axe nord-sud après la mise en place d'une taxe similaire par l'Allemagne voisine, l'Alsace avait plaidé dès 2005 pour l'expérimentation d'une taxe poids lourds sur son territoire." Sources : Localtis, Républicain lorrain et Est républicain.

ACTUALITÉS EUROPE

Le Comité des Régions souligne la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des accords de partenariat et des programmes opérationnels

À l'issue du Conseil 'Affaires générales', Michel Lebrun, président du Comité des Régions, a salué les efforts consentis par le Conseil de l'UE et la Commission européenne pour accélérer l'adoption et la mise en œuvre des accords de partenariat et des programmes opérationnels intervenant dans le cadre de la politique de cohésion. Cependant, M. Lebrun s'est déclaré préoccupé par les modifications qui pourraient être apportées aux crédits alloués par l'UE à la politique de cohésion pour la période 2014-2020, crédits qui pourraient être rattachés au financement du futur programme d'investissements de 300 milliards d'euros de la Commission européenne.

Source : Comité des Régions.

[Plus d'infos](#)

Programme des 2 Mers

L'événement de lancement du programme opérationnel des 2 Mers (France-Royaume Uni) s'est tenu les 20 et 21 novembre 2014 à Saint André lez Lille et a réuni plus de 620 participants. Il a permis de fixer le cadre d'intervention du programme, de favoriser son appropriation par les participants, d'expliquer les orientations retenues et les résultats escomptés, et d'offrir un premier forum d'échanges pour encourager la recherche de partenariats.

[Plus d'infos](#)

35^{ème} Rencontre nationale des agences d'urbanisme

Lors de cette rencontre intitulée "A la recherche du bien commun territorial", organisée les 17 et 18 novembre 2014 à Paris, un atelier était consacré à l'international : "Les métropoles durables dans les agendas urbains européens et international", auquel la MOT a participé.

[Plus d'infos](#)

[Publication de la FNAU sur le thème de la rencontre](#)

Conférence en Russie

Jean Peyrony, directeur général de la MOT a participé à la 10^{ème} conférence intitulée "Coopération transfrontalière : Fédération de Russie, Union européenne et Norvège", qui s'est tenue à Saint-Petersbourg le 14 novembre 2014. L'événement a réuni près de 200 participants, représentant les différents niveaux territoriaux de Russie et de l'espace Baltique (Etats et organisations régionales comme le Conseil Nordique, le Conseil des Etats baltes, Union of the Baltic Cities), les divers

programmes de coopération transfrontalière de ces territoires, l'ARFE et la CRPM.

La journée a permis de présenter ces différents programmes et de mettre en débat le besoin de progresser vers une vision plus stratégique et intégrée de la coopération, tout en affirmant l'importance de soutenir le dialogue et la coopération avec les Etats frontaliers de l'Union européenne, comme la Russie.

[Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS DE LA MOT

Etude de la MOT sur la coopération transfrontalière franco-belge

En cette fin d'année 2014 se finalisent les travaux techniques d'actualisation du rapport du Groupe de travail parlementaire franco-belge (GTPFB), initiés par la Préfecture de la région Nord-Pas de Calais. Cette démarche a bénéficié de l'appui et de l'expertise de la Mission Opérationnelle Transfrontalière.

Le processus d'actualisation, lancé en 2013, des travaux du GTPFB* vise à réexaminer les obstacles à la coopération et à proposer de nouveaux plans d'actions pour leur résolution.

Ce processus a mobilisé à la fois les représentants politiques et techniques des autorités françaises du Nord-Pas de Calais et belges à tous les niveaux, afin de travailler de manière collective à la levée des obstacles.

Ainsi, avec l'appui de la MOT, ont été organisés une consultation écrite, des entretiens ciblés et quatre groupes de travail avec les institutions compétentes. Regroupés autour de quatre

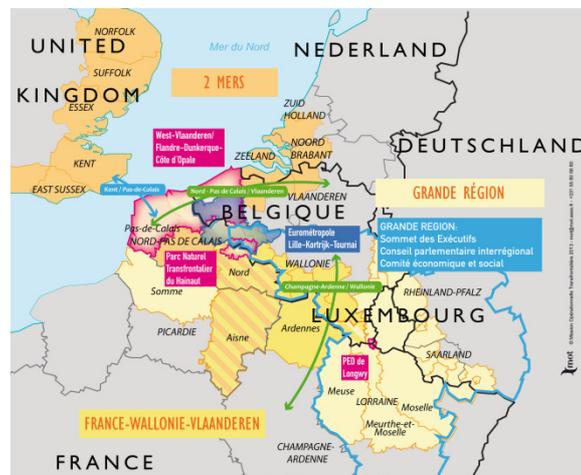
ensemble de thématiques (aménagement du territoire, transport et environnement ; santé ; économie, emploi, éducation et formation professionnelle ; sécurité civile), les groupes de travail se sont réunis pour une première session en juillet et une deuxième en octobre-novembre. Les discussions ont permis d'avancer dans la connaissance des obstacles, la définition d'objectifs partagés et la proposition de solutions à mettre en œuvre.

Cette démarche unique sur les frontières françaises a été suivie également par les niveaux nationaux français, représentés par l'Ambassade de France à

Bruxelles et le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et belge (Consul Général de Belgique à Lille).

L'approche d'identification d'obstacles et de solutions de cette initiative franco-belge a montré tout l'intérêt de la transposer sur d'autres frontières, afin d'améliorer la coopération et d'offrir de meilleurs services aux citoyens des territoires transfrontaliers.

* En 2005, un "Groupe de travail parlementaire franco-belge" avait été mis en place pour identifier les freins à la coopération transfrontalière sur la frontière franco-belge et proposer des solutions concrètes. [Plus d'infos](#)



REVUE DE PRESSE

▲ Pénurie d'électricité: les Pays-Bas à notre secours

L'Echo Belgique, 2 décembre

"Les Pays-Bas vont aider la Belgique à éviter le black-out cet hiver. Nos voisins disposent de suffisamment de capacité de production, grâce notamment à des centrales thermiques fonctionnant au charbon."

▲ Belges et Français unissent leurs efforts contre les inondations

L'indicateur, 3 décembre

"L'eau ne connaît pas les frontières. Les partenaires du projet Cresety (Création de sites écologiques dans le bassin transfrontalier de l'Yser) l'ont bien compris. [...] '34% de l'eau qui se jette à Nieuport (B) vient de France'".

▲ Les Länder allemands inquiets pour l'avenir de la coopération transfrontalière

Acteurs publics, 26 novembre

"Annegret Kramp Karrenbauer, ministre-présidente du Land de Sarre, était à Paris hier pour rencontrer les sénateurs. Alors que le redécoupage des régions françaises doit être validé par les parlementaires avant la fin de l'année, des responsables politiques allemands sont venus rencontrer les sénateurs français pour insister sur la nécessité de préserver les liens de proximité et d'échanges transfrontaliers bâtis avec les Länder voisins."

▲ Double imposition des retraités: une issue probable en 2016

DNA, 30 novembre

"Le dossier de la double imposition des retraités frontaliers alsaciens vient de connaître une nouvelle évolution. La France et l'Allemagne se sont mises d'accord sur un texte commun dont la signature est en préparation."

▲ L'INSEE prévoit une baisse des actifs du Rhin supérieur en 2030

DNA, 29 novembre

"Le vieillissement des populations va entraîner une baisse des actifs dans le Rhin supérieur à l'horizon 2030. C'est le constat d'une étude de l'institut national de la statistique et des études économiques publiée hier (INSEE Analyses Alsace n° 7)."

▲ Conférence du Rhin Supérieur

Newspress, 4 décembre

Bilan de l'année 2014 de la présidence française - "Le bilan de l'année de la présidence française de la Conférence du Rhin supérieur [...] a montré le point d'avancement sur les sujets majeurs de préoccupation des populations de nos trois pays riverains."

▲ Un pôle métropolitain pour le Genevois français

Le Messager, 21 novembre

"Etienne Blanc, Jean Denais, Jean-Jack Queyranne et Christian Dupessey ont détaillé le partenariat entre l'ARC et la région Rhône-Alpes qui suivra le développement démographique et économique du territoire. Alors que la région Rhône-Alpes a confirmé son souhait de faire du Genevois français sa 4^e agglomération, celle-ci va se constituer en pôle métropolitain pour jouer d'égal à égal avec Genève."

▲ Le Grand Genève se relance 'grâce' aux faux résidents

Le Dauphiné libéré, 4 décembre

"Il y a une dizaine de jours, lors du dernier CRFG, nous avons trouvé un accord avec François Longchamp, président du Conseil d'État pour que les deux pays échangent des données statistiques' explique Christian Monteil. [...] L'idée? Amener les résidents secondaires qui ne rapportent pas de Compensation financière genevoise à devenir de vrais résidents. Pour cela, administrations françaises et suisses vont croiser leurs infos, ainsi qu'avec les communes."

▲ Développement durable: le projet transfrontalier avance

Le Dauphiné libéré, 29 novembre

"Ils mettent en œuvre un parcours éducatif depuis l'école primaire jusqu'au lycée. La ville d'Embrun et la province de Turin sont engagées depuis 2013 dans un projet transfrontalier intitulé 'Comenius Regio' sur le thème du développement durable."

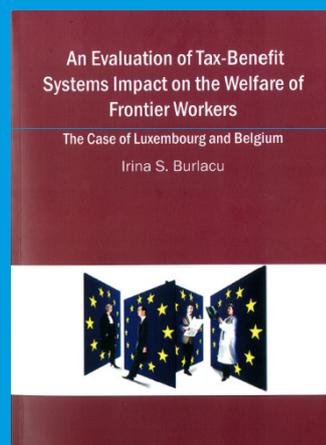
Une évaluation de l'impact des systèmes d'imposition et de sécurité sociale sur les travailleurs frontaliers.

Le cas du Luxembourg et de la Belgique

Cette thèse étudie les différences entre les systèmes de sécurité sociale et d'imposition en Europe, et comment ces différences affectent le revenu des frontaliers*, en s'intéressant plus particulièrement aux cas de la Belgique et du Luxembourg. Elle aborde le thème plus général de la libre circulation des travailleurs et répond à des questions complexes (par exemple : comment les différents systèmes affectent les frontaliers qui travaillent ou qui ont travaillé dans plusieurs pays tout au long de leur carrière (par exemple les chercheurs), et comment ceci impacte leur revenu).

* Personnes qui résident dans un pays et se rendent chaque jour, ou chaque semaine, dans un autre pays pour y travailler, tout en gardant un seul lieu de résidence.

Thèse publiée en anglais, d'Irina S. Burlacu, Maastricht Graduate School of Governance, 2014. [Plus d'infos](#)



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : Droits réservés.

Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

